

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/15065
10 mai 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 10 MAI 1982, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DES SEYCHELLES AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint copie
d'un article paru dans le New York Times du lundi 10 mai 1982.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cet article
comme document du Conseil de sécurité au titre du point intitulé "Plainte des
Seychelles".

Le Chargé d'affaires,
(Signé) Giovinella GONTHIER

UN LIBRARY
MAY 12 1982
UN/SA COLLECTION

Annexe

LE NEW YORK TIMES, LE LUNDI 10 MAI 1982

UN PROCES REVELE DES SECRETS DU RESEAU DE RENSEIGNEMENTS DE L'AFRIQUE DU SUD
par Joseph Lelyveld, envoyé spécial
du New York Times

JOHANNESBURG, le 8 mai - Le colonel Mike Hoare, le chef mercenaire actuellement inculpé de détournement d'avion à la suite du raid par lequel il a tenté de renverser le Gouvernement des Seychelles en novembre dernier, vient de faire, au cours de son procès, des déclarations qui font converger l'attention sur le rôle influent d'un service des forces armées sud-africaines : les Renseignements militaires.

Ce rôle ne peut normalement être l'objet que de conjectures et de rumeurs dont les journaux sud-africains sont incapables de traiter directement, une législation sévère donnant virtuellement au Ministère de la défense un droit de veto à l'égard de tout ce qui se dit sur ses activités.

Mais en témoignant que sa tentative de coup de main avait bénéficié d'un appui actif du Gouvernement de Pretoria, le colonel Hoare a semblé confirmer l'opinion largement répandue que les Renseignements militaires ont acquis une position privilégiée au sein du système de sécurité sud-africain depuis que P. W. Botha, qui avait auparavant été Ministre de la défense pendant 13 ans, est devenu Premier Ministre en 1978.

D'après le récit du chef mercenaire, ses contacts avec le gouvernement avaient été établis tout d'abord par l'intermédiaire du Service national de renseignements, organisme civil analogue à la Central Intelligence Agency (CIA) des Etats-Unis. Lorsque le prédécesseur de M. Botha, John Vorster, était Premier Ministre, ce service, connu alors sous le nom de Bureau de la sécurité d'Etat, passait pour occuper une position dominante. Mais M. Botha, de qui il tient sa nouvelle appellation, semble aussi avoir rabattu son importance.

Le Cabinet aurait appuyé le plan

Le colonel Hoare a déclaré avoir été informé par le Sous-Directeur du Service national de renseignements, N. J. Claasen, que le Cabinet avait approuvé son projet de renverser le président France Albert René. Mais par la suite, toujours selon le colonel Hoare, M. Claasen lui avait dit que l'ordre était venu du Cabinet du Premier Ministre de retirer l'opération au Service national de renseignements pour la confier aux Renseignements militaires.

Ensuite, a déclaré le colonel Hoare, Claasen l'avait présenté à deux généraux de brigade des Renseignements militaires. Ceux-ci avaient dit qu'il leur fallait une autorisation écrite du bureau du Premier Ministre avant d'agir. Selon le colonel Hoare, cette difficulté administrative avait apparemment été surmontée, et on lui avait fourni des armes et une zone d'entraînement dans le Transvaal du Nord.

Les Renseignements militaires, a-t-il déclaré, lui avaient dit qu'il ne pouvait pas recruter plus de 15 Sud-Africains et l'avaient vivement engagé à utiliser des mercenaires étrangers.

Le témoignage du colonel Hoare n'a pas jusqu'à présent été démenti par le gouvernement, qui a déclaré ne pouvoir faire aucun commentaire direct s'agissant d'une affaire qui était encore devant les tribunaux. Dans une intervention au Parlement, le premier ministre Botha a rejeté les allégations du chef mercenaire, les qualifiant de "vulgaires ragots". Néanmoins, depuis ce témoignage, les rumeurs vont bon train selon lesquelles certains hauts fonctionnaires du système de sécurité seraient sur le point de perdre leur place en raison de l'embarras que toute cette affaire cause au gouvernement.

Le Directeur du Service national de renseignements, Niels Barnard, s'est vu obligé de faire une déclaration publique pour dire qu'il ne démissionnait pas. Les rumeurs ne semblent pas avoir mis en cause le chef des Renseignements militaires, le général de corps d'armée P. W. van der Westhuizen, dont le crédit auprès du Premier Ministre a été publiquement démontré la semaine dernière lorsque M. Botha l'a nommé pour faire partie de la délégation sud-africaine qui a pris part, à ses côtés, à sa rencontre avec le président Kenneth D. Kaunda de Zambie.

Les Etats-Unis sont accusés d'avoir trempé dans la tentative de coup d'Etat

Le colonel Hoare a également déclaré dans la déposition qu'il a faite lors de son procès pour détournement d'avion qu'il avait rencontré un représentant de la CIA à Pretoria et l'avait informé du projet de coup d'Etat. Les Etats-Unis étaient intéressés, a-t-il affirmé, en raison de l'"importance stratégique des Seychelles". Néanmoins, il a décrit l'attitude de l'agent de la CIA (dont le nom n'a pas été mentionné) comme "extrêmement réservée" et n'a jamais suggéré que les Etats-Unis avaient participé à l'opération activement. Lors du contre-interrogatoire, il a reconnu avoir déclaré à ses hommes que la CIA approuvait le projet.

Il ne semble pas avoir été interrogé quant à la manière dont il était entré en contact avec la CIA et il ne s'en est pas expliqué. Il est de notoriété publique que le colonel Hoare entretenait des rapports étroits avec la CIA à l'époque où il s'acquittait une réputation douteuse en tant que chef d'un groupe de mercenaires dans ce qui était alors le Congo et qui est aujourd'hui le Zaïre, mais c'était il y a 17 ans. Les porte-parole du Gouvernement américain à

Pretoria et à Washington se sont refusés à toute déclaration au sujet de la déposition du colonel Hoare à son procès pour détournement d'avion, déclarant que telle était la règle invariable en cas de mise en cause de la CIA. Ils ont également refusé de répondre quand il leur a été demandé s'il y avait eu un contact quelconque entre les services du Gouvernement américain et les services du Gouvernement sud-africain au sujet de l'affaire des Seychelles avant la tentative de coup d'Etat.

Les Etats-Unis avaient élevé des protestations énergiques lorsque l'Afrique du Sud au mois de décembre dernier libéra 39 des 44 mercenaires sans les avoir inculpés ni même avoir révélé leur identité après qu'ils eurent détourné un avion de la compagnie Air India pour retourner en Afrique du Sud. Par la suite, le gouvernement revint sur sa décision et inculpa les mercenaires en vertu de la loi contre le détournement d'avions, dont les dispositions sont très sévères.

La position de Reagan est mal définie

La question de savoir si les Etats-Unis avaient eu connaissance du projet de coup d'Etat débouche sur la question du type de coopération existant dans le domaine du renseignement dans le cadre de la politique de "relations constructives" entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Une collaboration étroite entre les deux gouvernements dans ce domaine existait encore en 1975 au moment où l'Afrique du Sud commença d'intervenir dans la guerre civile angolaise.

Nul n'a jamais suggéré que le Gouvernement Carter avait interrompu les échanges de renseignements avec l'Afrique du Sud mais le climat s'étant alourdi entre les deux gouvernements pour cause de méfiance réciproque, les relations dans ce domaine s'empirent comme devant le dire plus tard un responsable américain d'"un certain antagonisme".

De fait, trois attachés militaires américains furent expulsés d'Afrique du Sud en 1979 après avoir été accusés d'espionnage. Et, quand le général van der Westhuizen se rendit à Washington moins de deux mois après l'arrivée au pouvoir du Gouvernement Reagan, sa visite provoqua un incident fort gênant, à l'assue duquel le Département d'Etat dut déclarer que le général van der Westhuizen n'avait été autorisé à entrer aux Etats-Unis - en dépit d'une interdiction permanente applicable aux officiers de l'armée sud-africaine - que sur la foi de renseignements inexacts fournis par lui dans sa demande de visa.

Le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense, n'en devait pas moins, cinq mois plus tard, citer cette même visite aux Etats-Unis du chef des services de renseignements militaires sud-africains comme un exemple de l'amélioration des relations entre les deux pays. Cette année, le général van der Westhuizen s'est à nouveau rendu à Washington, cette fois avec l'aval des autorités, en tant que membre d'une délégation venue négocier à propos de la question du Sud-Ouest africain.